

**Arrêté n° PCICP2024351-0002**

Arrêté préfectoral complémentaire relatif au changement d'exploitant au profit de la société CARRIERES ET MATERIAUX GRAND OUEST (CMGO) pour l'exploitation de la carrière située aux lieux-dits « Les Communes », « Les Grands Hauts du Frêne » et « Pièce des Quarante » sur le territoire de la commune de LA VILLENEUVE-AU-CHATELOT

—  
Le préfet de l'Aube  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment, les livres V des parties législative et réglementaire ;

VU le code minier et les textes pris pour son application ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 fixant le modèle d'attestation des garanties financières prévu à l'article R. 516-2 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières, prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012096-0017 du 5 avril 2012 modifié, d'autorisation d'exploiter par la société MORGAGNI-ZEIMETT une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires aux lieux-dits « Les Communes », « Les Grands Hauts du Frêne » et « Pièce des Quarante » sur le territoire de la commune de LA VILLENEUVE-AU-CHATELOT ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° DDT-SG-2016082-0002 du 22 mars 2016 relatif aux modifications des conditions d'exploitation autorisées par l'arrêté du 5 avril 2012 ;

VU les arrêtés préfectoraux complémentaires n° PCICP2019164-0002 du 13 juin 2019 et n° PCICP2021173-0004 du 22 juin 2021 relatifs aux modifications de la remise en état ;

VU le procès-verbal du 21 avril 2022 actant le changement de dénomination sociale de la SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES DE L'EST vers la société CARRIÈRES ET MATÉRIAUX NORD-EST (CMNE) ;

VU la demande du 30 septembre 2024 déposée par la société CARRIÈRES ET MATÉRIAUX GRAND OUEST (CMGO) sollicitant le changement d'exploitant à son nom ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 4 novembre 2024 ;

CONSIDÉRANT que l'instruction de la demande susvisée, au regard de la note du 20 décembre 2021 relative à l'instruction des modifications des installations classées pour la protection de l'environnement et de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, a permis de la considérer comme non substantielle ;

CONSIDÉRANT que la société CARRIERES et MATERIAUX GRAND OUST (CMGO) dispose des capacités techniques et financières suffisantes pour exploiter la carrière et les autres installations et pour remettre le site en état après la fin de l'exploitation ;

CONSIDÉRANT qu'il convient ainsi d'acter ce changement d'exploitation par la société CMGO en modifiant l'arrêté d'autorisation du 5 avril 2012 susvisé et d'abroger l'arrêté préfectoral n° DDT-SG-2015351-0001 du 17 décembre 2015 relatif au changement d'exploitant de la société MORGAGNI ZEIMETT vers la SOCIETE DES CARRIERES DE L'EST ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> : Portée de l'autorisation

L'article 1<sup>er</sup> « Portée de l'autorisation » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012096-0017 du 5 avril 2012 est modifié et complété comme suit :

« La société CARRIÈRES ET MATÉRIAUX GRAND OUEST (CMGO), dont le siège est situé 1 rue du Colonel Pierre Avia à Paris (75015), ci-après désignée l'exploitant, est autorisée à se substituer à la société CARRIERES ET MATRIAUX NORD-EST (CMNE) pour l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires située sur le territoire de la commune de LA VILLENEUVE-AU-CHATELOT, aux lieux-dits « Les Communes », « Les Grands Hauts du Frêne » et « Pièce des Quarante ».

Les installations autorisées sont visées par la rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivante :

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique ICPE	Caractéristiques de l'installation	Régime
2510-1	Exploitation de carrière	Production moyenne annuelle : 350 000 tonnes/an  Production annuelle maximale : 450 000 tonnes/an	A

A – Autorisation

L'autorisation porte également sur les activités suivantes visées par la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activité (IOTA) dite « loi sur l'eau » :

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique IOTA	Caractéristiques de l'installation	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destinés à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	5 piézomètres de surveillance (plan de localisation en annexe)	D
3.2.2.0	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : 1° Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup>	Remblaiement de 106 000 m <sup>2</sup> de plan d'eau	A
3.2.3.0.	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha	Aménagement de 2 plans d'eau de 7,08 ha et 7,03 ha	A

A – Autorisation

D – Déclaration

Le tonnage maximal annuel extrait autorisé est de 272 700 m<sup>3</sup>. Le volume maximal extrait autorisé est de 1 956 905 m<sup>3</sup> sur la durée de l'autorisation.

L'autorisation d'exploiter (PA) porte sur le périmètre ABCD dont le tracé figure sur le plan joint en annexe de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 juin 2021, qui a une superficie de 48 ha 52 a 31 ca. Le périmètre d'exploitation (PE) est constitué des parcelles listées en annexe de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 juin 2021 et porte sur une superficie de 40 ha 44 a 75 ca.

Les matériaux extraits, après ressuyage, seront acheminés vers une installation de traitement située hors du site.

La durée de la présente autorisation, qui inclut la remise en état, est fixée à 15 ans pour la carrière (12 ans pour l'extraction et 3 ans pour finaliser la remise en état).

L'extraction de matériaux commercialisables devra avoir cessé au minimum 3 ans avant la date de fin de l'autorisation de la carrière, sauf dans le cas du renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

L'extraction autorisée concerne les matériaux alluvionnaires et est réalisée en eau au moyen d'engins mécaniques.

La remise en état du site consiste en un remblaiement pour la création d'une zone humide et en la création de deux plans d'eau à vocation halieutique et écologique.

Elle sera achevée, au plus tard, à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

Les modalités d'exploitation et de remise en état sont fixées par les plans de phasage des travaux et de remise en état du site joints en annexe de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 juin 2021. »

## **Article 2 : Entrée en vigueur**

La société CMGO se substitue à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au précédent exploitant dans l'intégralité des droits et obligations attachés à l'autorisation du 5 avril 2012 modifiée et complétée par les arrêtés préfectoraux complémentaires suivants :

- n° DDT-SG-2016082-0002 du 22 mars 2016,
- n° PCICP2019164-0002 du 13 juin 2019,
- n° PCICP2021173-0004 du 22 juin 2021.

## **Article 3 : Garanties Financières**

L'article 7 « Montant des garanties financières » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012096-0017 du 5 avril 2012 est modifié et complété comme suit :

« La remise en état est strictement coordonnée à l'exploitation selon le schéma d'exploitation et de remise en état joint en annexe.

La durée de l'autorisation est divisée en 3 périodes.

L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au préfet.

A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période.

Le montant minimal des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour la dernière période allant jusqu'au 5 avril 2027 est transmis à la préfecture de l'Aube dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Le montant des garanties financières actualisé pour cette dernière période est 1 829 228,58 €.

Les garanties financières sont établies sur la base d'un engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une entreprise d'assurance ou d'une société de caution mutuelle. »

## **Article 4 : Abrogation**

L'arrêté préfectoral n° DDT-SG-2015351-0001 du 17 décembre 2015 relatif au changement d'exploitant de la société MORGAGNI ZEIMETT vers la SOCIETE DES CARRIERES DE L'EST est abrogé.

## **Article 5 : Notification et publicité**

Le présent arrêté est notifié à la société CARRIERES ET MATERIAUX GRAND OUEST.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de LA VILLENEUVE-AU-CHATELOT pour y être consultée par toute personne intéressée.

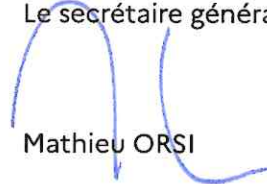
Un extrait du présent arrêté est affiché par le maire de LA VILLENEUVE-AU-CHATELOT, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de concertation publique.

## **Article 6 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de LA VILLENEUVE-AU-CHATELOT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, à la sous-préfète de Nogent-sur-Seine.

Troyes, le **16 DEC. 2024**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Mathieu ORSI

### **Délais et voies de recours :**

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **Obligation de notification des recours :**

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.